

Sommaire

Avant-propos — 7

**Faire atterrir l'écologie :
pour une lutte terre à terre** — 15

Partie 1. Désarmer le béton — 21

- Grand Péril Express — 23
- Béton armé : enquête existentielle — 31
- Arrêter la machine : l'hypothèse du désarmement — 45
- Construire le front anti-béton — 59
- Catastrophe et capacité d'agir — 65
- Paradoxes de l'activisme — 71
- Saint-Colomban : politique du grain de sable — 81

Partie 2. Démanteler

le complexe agro-industriel — 87

- Rage against the bassines — 89
- Renverser la vapeur : l'hypothèse
du démantèlement — 113
- Bye-bye Bayer, ciao Monsanto ! — 130
- Paradoxes de la confrontation — 133
- Perspectives de subsistance — 145

Partie 3. Reprendre les terres — 155

- Quelle est la « nature » qui se défend ? — 157
- Les raisins de la colère — 166
- Retrousser nos manches : l'hypothèse
de la reprise de terres — 171
- Réarmer la forêt — 198
- Paradoxes de la reprise de terres — 201
- Déprise glaciaire — 211
- All power to the people!* Une écologie
de luttes territoriales — 216

Partie 4. Bâtir une organisation pas à pas — 231

De l'exigence de s'organiser dans un monde
où les organisations politiques ont fait faillite — 233

Une organisation transversale — 241

Le pari de la composition — 254

Durer et se métamorphoser face à l'adversité — 261

Tremblements — 271

Chronologie — 275

Ossature actuelle des Soulèvements de la terre — 279

Notes — 281

Faire atterrir l'écologie : pour une lutte terre à terre (Position)

Jadis, il y eut un géant : Antée. Fils de l'eau et de la terre. Fruit de l'amour de Gaïa, matrice de toutes choses, celle qui accouche du ciel et du temps et de Poséidon, dieu des mers, des sources et des océans, celui qui ébranle le sol. Antée règne sur les terres berbères et le royaume de Libye. Il est détenteur d'une force tellurique, don de sa mère. Un jour, Hercule croise son chemin. Une lutte s'engage. Hercule plaque le géant au sol. Mais dès qu'Antée touche terre, sa force décuple et il se déprend de son adversaire. Alors, pour le vaincre, Hercule l'arrache au sol, le tient à bout de bras dans les airs et l'étrangle jusqu'à ce que mort s'ensuive.

Ce que nous raconte ce mythe, c'est l'histoire d'un violent arrachement à la terre, un arrachement jusqu'à l'étouffement. Notre époque est semblable à l'agonie d'Antée. Dans un Occident grisé par sa puissance herculéenne, nous sommes captifs d'une existence hors-sol, d'un monde où la terre, l'eau et le ciel sont devenus marchandises. Pour survivre à l'étouffement annoncé, il est grand temps de s'ancrer au sol pour mener une lutte terre à terre. Telle fut l'intuition qui a conduit à l'émergence des Soulèvements de la terre.

« Faire redescendre l'écologie sur terre » écrivions-nous dans l'appel fondateur de janvier 2021. Il ne s'agit pas d'une simple formule, mais bien d'une ligne politique. Si la Terre est un objet céleste, c'est plutôt du sol et de la glèbe qu'il est ici question. Faire redescendre l'écologie sur terre, c'est renoncer à vouloir « sauver la planète ». Cette ambition de superhéros est bien trop grande pour nous. La Terre n'a pas besoin de nous. Elle nous a précédés et nous survivra. Cette prétention est aussi démesurée que ses conséquences sont dérisoires. Elle se réduit bien souvent à réclamer qu'un hypothétique « gouvernement mondial » prenne des « mesures » contre le bouleversement climatique.

Comme le ciel, le climat paraît hors de notre portée. Telle une totalité inaccessible, il nous surplombe et nous excède. La

Premières secousses

première vague du « mouvement climat » nous a confrontés à cette impuissance. De COP en marches massives, de camps actions climat en rapports du GIEC, nous ne sommes pas parvenus à infléchir significativement le ravage en cours. Face à cette impasse, nous faisons le pari d'une écologie terre à terre qui s'ancre dans les luttes foncières et territoriales.

À l'heure où Elon Musk colonise le ciel, la terre – ses usages et son partage, les manières d'en prendre soin et de la travailler – est un enjeu politique crucial. La terre nous donne une prise sur le monde. La question foncière se situe à l'intersection de la question écologique, de la question sociale et de la question coloniale.

1. La question écologique, c'est-à-dire le soin et la défense des terres, de l'eau et de mondes habitables.

Les terres doivent être défendues. Contre l'urbanisation qui tend à les recouvrir de béton, à étendre infiniment ses tentacules de routes, de lignes et de flux, qui constelle le territoire de points nodaux et d'entrepôts logistiques. Contre l'extractivisme qui les troue, les transperce et les pollue irrémédiablement au service du capitalisme fossile. Contre le complexe agro-industriel qui les accapare, les empoisonne et voudrait instaurer partout un désert en lieu et place des terroirs paysans. Ainsi se délabrent les campagnes. Ainsi s'enrésinent les forêts surexploitées. Ainsi s'amenuisent les espaces sauvages, colonisés par les infrastructures du tourisme. Ainsi se dégradent les villes où disparaissent les ruelles et quartiers vivants comme les ceintures maraîchères nourricières. Ainsi se ramifie la métropole sur l'ensemble du territoire, transfigurant les hypercentres comme les confins des périphéries. Si le monde brûle d'une atmosphère caniculaire, c'est parce que les infrastructures métropolitaines le consomment. Si des milliers d'espèces animales et végétales s'éteignent, c'est d'abord parce que leurs habitats sont détruits. Les terres doivent être défendues contre ce ravage. Nous devons les reprendre, non seulement pour en prendre soin mais aussi pour y vivre et en vivre.

2. La question sociale, c'est-à-dire la lutte des classes, celle de nos conditions d'existence et de subsistance.

La lutte des classes continue de faire rage. Les mouvements de ces dernières années (loi travail, Gilets jaunes, retraites) en sont la manifestation tonitruante. Le profil de Macron – banquier d'affaires – exprime crûment quelle classe détient le pouvoir. Nos fins de mois ric-rac et nos loyers exorbitants

Faire atterrir l'écologie : pour une lutte terre à terre

nous rappellent à quel prix nous avons été dépossédés de la terre. La lutte des classes dépasse l'opposition ouvrier/patron et la question de la répartition des richesses. Au fond, elle concerne la forme du travail et la propriété de la terre, notre capacité à subvenir à nos besoins, à bâtir les lieux et les conditions d'une vie désirable.

Le complexe agro-industriel est un pilier de la fausse abondance capitaliste. Il est au fondement de la disparition de la classe paysanne. En Occident, celle-ci est quasiment éteinte, pourtant, dans le monde, 40 % de la population mondiale vit encore de l'agriculture familiale ! La modernité capitaliste élimine les paysan·nes et invisibilise les travailleur·ses de la terre. Les agriculteur·rices sont poussé·es au surendettement et au suicide. En France, 30 % d'entre elles et eux gagnent moins de 350 euros par mois². Les saisonnier·ères précaires triment sous les serres, dans les vergers et les vignes. Ces ouvrier·ères agricoles viennent de l'autre côté de la mer comme des marges de cette société. À l'échelle internationale comme hexagonale, impossible de penser la lutte des classes sans elles et eux, sans penser les systèmes fonciers, agraires et alimentaires.

Comprendre le capitalisme, c'est saisir deux phénomènes historiques profondément imbriqués : la dépossession et l'accumulation. La dépossession des moyens matériels de notre subsistance nous plonge dans une absolue dépendance. « La société ne peut être que capitaliste car les masses sont sans terre », écrivait Gustav Landauer. L'accaparement des terres nous prive de la capacité à répondre collectivement à nos besoins fondamentaux, en premier lieu l'alimentation et le logement. C'est cette dépendance qui fonde notre exploitation au travail.

L'accaparement des terres est un vol duquel résulte la concentration et l'exploitation du sol et du sous-sol entre les mains d'une infime minorité. Celle-ci accumule toujours plus de richesses. La démesure de son mode de vie précipite le désastre. L'accumulation génère des inégalités devenues abyssales. Impossible de les combattre sans rebattre complètement les cartes de la propriété, de l'usage et du partage de la terre.

Nous avons besoin de terres pour bâtir des lieux et tisser les liens depuis lesquels réinventer ensemble le travail et la subsistance, la solidarité et les communaux. En Occident, l'idéalisation d'une abondance illusoire et d'un luxe artificiel

Premières secousses

a disqualifié le travail de la terre et la vie simple. Pourtant, reprendre la terre est une condition nécessaire pour s'essayer à d'autres manières de vivre et poursuivre la quête d'un luxe communal pour tou-tes.

3. La question coloniale, c'est-à-dire la restitution des terres spoliées et l'autodétermination des peuples colonisés.

Le juriste nazi Carl Schmitt définissait l'entreprise coloniale comme une vaste « prise de terre ». Hier, les conquêtes impériales de l'Europe furent cruciales dans l'accumulation primitive au fondement du capitalisme. Les indépendances des ex-colonies – arrachées de haute lutte – n'ont hélas pas interrompu le continuum colonial. Aujourd'hui, le mode de vie occidental dépend plus que jamais du pillage du sol et du sous-sol des « ex »-colonies. Il repose sur le socle de ces « hectares fantômes³ » d'où sont tirées les ressources du mode de vie occidental.

Que l'on songe à la provenance des terres rares de nos smartphones ou à la déforestation de l'Amazonie pour nourrir les élevages industriels du Nord. Que l'on songe à ces pesticides dont on a fini par interdire l'usage ici mais que les entreprises européennes exportent encore à profusion ailleurs. Que l'on songe à Bolloré, qui bâtit son empire médiatique néofasciste avec la rente que lui assure le contrôle de 400 000 hectares de palmiers à huile et d'hévéas dans dix pays d'Afrique et d'Asie. Aujourd'hui comme hier, la colonisation assèche la biodiversité comme la diversité des formes de vie, des langues, des us et coutumes, des arts et métiers.

Les territoires des « ex »-colonies sont les premiers à subir de plein fouet les bouleversements écologiques radicaux provoqués par l'expansion mondiale du capitalisme métropolitain. C'est seulement depuis le cocon des classes moyennes occidentales qu'il est possible de se figurer « l'effondrement » comme une apocalypse à venir. Pour dépasser ce point de vue, nous devons apprendre à regarder en face les effondrements effectifs qui partout ont *déjà* lieu : la montée des eaux en passe d'engloutir les îles Kiribati dans le Pacifique, la sécheresse et la famine chronique à Madagascar, etc. Ces effondrements effectifs exigent de nous une hospitalité inconditionnelle envers les réfugiés. Ils nous enjoignent de batailler, depuis là où nous sommes, pour la restitution immédiate des terres colonisées. Une des manières d'y contribuer consiste à harceler les entreprises françaises qui accaparent les terres et concurrencent les paysanneries du monde.

Faire atterrir l'écologie : pour une lutte terre à terre

- *La terre se situe à l'intersection de la question sociale, de la question coloniale et de la question écologique* •

REVENUS
DES AGRI.

COMPLEXE
AGRO-INDUSTRIEL

Les distributeurs de la filière lait ont vu leur marge brute s'envoler de 188% et l'industrie agroalimentaire de 64% en 20 ans depuis les années 2000.

Le revenu courant avant impôt par hectare a diminué de 35% en 20 ans depuis le milieu des années 90.

CONDITIONS
DE VIE

SYSTÈME DE
MONOCULTURE
D'EXPORTATION

En Martinique, 18% de la surface agricole est destinée à la canne à sucre industrielle et 25% à la production de bananes exportées.

L'eau, les sols et 92% de la population sont contaminées au chlordécone, 14 autres molécules possiblement cancérigènes étaient encore utilisées en 2015 dans les bananeraies.

BIODIVERSITÉ

ARTIFICIALISATION

En 10 ans, les terres agricoles artificialisées en France représentent une surface de l'ordre du département des Hautes-Alpes.

50% de la perte de la biodiversité est due à l'artificialisation.

Premières secousses

Ainsi, la terre se situe à la lisière des luttes sociales pour la réappropriation des outils de production et des moyens de subsistance, des luttes territoriales pour défendre le monde fragile que nous habitons, et des luttes de libération anticoloniales contre l'Empire. C'est pourquoi nous l'avons choisie comme axe de notre politique. Comme l'enseignait Archimède, « donnez-moi un point fixe et un levier, et je soulèverai la terre ».

Entendons-nous bien, la lutte pour la défense des terres n'est pas un prétendu « front principal ». Elle n'est pas un combat qui se situerait *au-dessus* des autres fronts de lutte : contre l'exploitation au travail, le racisme, le patriarcat, les frontières, les violences policières... C'est simplement l'axe et le levier que nous avons choisis pour contribuer à notre mesure à la perspective d'un bouleversement radical.

Depuis des siècles, du nord au sud, des mouvements populaires se sont battus pour défendre et rendre réelle une idée simple. Une conviction au croisement de la sensibilité paysanne et de l'affirmation révolutionnaire : la terre et l'eau sont des communs. Ils appartiennent à tou·tes, ou peut-être à personne. C'est cette même évidence qui est partout défendue, des Diggers anglais du xvii^e siècle à l'actuel Mouvement des sans-terre au Brésil, du mouvement des Paysans-travailleurs dans les années 1970 aux territoires autonomes du Chiapas zapatiste, des jacqueries du Moyen Âge à Dhili Chalo, la récente et puissante révolte paysanne en Inde. Les Soulèvements de la terre n'inventent rien, ou si peu. Ils réactivent une intuition politique séculaire dont jamais nous n'aurions dû nous départir.